



2e lecture; amendements aux propositions de la commission de rédaction

Article 31

Amendement 2 Groupe Libéral Jordan

Reprendre l'art. 33 Cst. féd.

Droit de pétition

¹ Toute personne a le droit, sans ~~encourir qu'elle en subisse de~~ de préjudice, d'adresser ~~une des pétitions aux autorités et de récolter des signatures à cet effet.~~

² Les autorités ~~sont tenues ...~~ doivent prendre connaissance des pétitions.

Article 33

Motion d'ordre 2 Groupe Radical Luisier

Renvoi de la discussion sur cet article au 23 novembre (le groupe n'a pas pu avoir connaissance des propositions de la commission de rédaction à temps)

Naturalisation et droit de cité

Amendement 2 Groupe Libéral Hald

Nouvelle formulation. Al. 2 : suppression; al. 4 : modification

Naturalisation et droit de cité

¹ Dans les limites du droit fédéral, toute personne étrangère résidant dans le Canton a le droit de déposer une demande de naturalisation.

² ~~Dès lors que l'autorisation fédérale de naturalisation est accordée, sur préavis communal et cantonal, les droits de cité correspondants sont acquis.~~

³ Les procédures cantonale et communale de naturalisation sont rapides et gratuites.

⁴ La loi règle la durée de résidence exigée, la procédure ~~les émoluments administratifs~~ et prévoit une instance de recours.

Amendement 2 Groupe Vie associative Linder

Al. 4 : suppression

Naturalisation et droit de cité

⁴ ~~La loi règle la durée de résidence exigée, les émoluments administratifs et prévoit une instance de recours.~~



2e lecture; amendements aux propositions de la commission de rédaction

Amendement 2 Weill-Lévy

Proposition de modification de l'art. dans son entier, y compris l'intitulé; ajout d'une disposition transitoire

Naturalisation facilitée des personnes d'origine étrangère nées, élevées et scolarisées en

¹ Dès qu'elles ont atteint l'âge de 14 ans révolus, les personnes d'origine étrangère nées ou élevées en Suisse, et dont l'essentiel de la scolarité s'est déroulée dans notre pays, sont renseignées sur les conditions d'obtention de la naturalisation facilitée, à savoir :

- a) que celle-ci leur est octroyée dès l'instant où elles remplissent les conditions de droit fédéral en la matière, aucune condition supplémentaire de droit cantonal (tels que contrôle de connaissances, d'aptitude, etc.) ne leur étant appliquée ;
- b) que, les concernant, la naturalisation ne fait l'objet d'aucun autre coût que celui des émoluments administratifs ;
- c) qu'elles disposent d'un droit de recours auprès d'une instance judiciaire cantonale au cas où la naturalisation leur serait refusée.

² Ces possibilités sont accordées aux personnes concernées jusqu'à l'âge de 25 ans révolus.

Dispositions transitoires

Les personnes ayant obtenu l'autorisation fédérale de naturalisation ou étant en en passe de l'obtenir à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution seront mis au bénéfice des conditions figurant à l'art. de celle-ci.

Article 34

Amendement 2 Groupe Agora Gonthier

Retour aux formulations des art. 20 et 21 mises en consultation, en deux articles

Minimum vital et logement d'urgence

Art. 34

Le droit au minimum vital pour mener une existence conforme à la dignité humaine est garanti.

Art. 34bis

Toute personne dans le besoin a droit à un logement d'urgence approprié.

Amendement 2 Groupe Radical Girod-Baumgartner

Regroupement des art. 34 et 35. Transfert de l'al. "Toute personne a le droit de mourir dans la dignité" à l'art. 9, comme al. 2

Minimum vital et logement d'urgence

Toute personne dans le besoin a ~~le droit de~~ droit à un logement d'urgence approprié, aux soins médicaux essentiels et aux moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.



2e lecture; amendements aux propositions de la commission de rédaction

Article 35

Amendement 2 Groupe Radical Girod-Baumgartner

Regroupement des art. 34 et 35 (voir sous art. 34)

Protection de la santé et de la dignité

Amendement conditionnel 2 Groupe Radical Girod-Baumgartner

Si le regroupement est refusé; al. 2 : suppression

Protection de la santé et de la dignité

~~² Elle a droit à la protection de la santé et aux informations nécessaires à celle-ci.~~

Amendement conditionnel 2 Groupe Radical Girod-Baumgartner

Si le regroupement est refusé; al. 4 : suppression

Protection de la santé et de la dignité

~~⁴ Toute personne vulnérable, dépendante, handicapée ou en fin de vie a droit à une attention particulière.~~

Article 36

Amendement 2 Groupe Forum Dufour

Modification du texte

Maternité

Chaque femme a droit à la sécurité matérielle ~~avant et après l'~~ durant les quatre mois qui précèdent et qui suivent un accouchement.

Amendement 2 Groupe Radical Luisier

Suppression de l'art.

Maternité

Article 37

Amendement 2 Bovet D. Ghiringhelli

Ajout d'un art. 36 bis placé avant l'art. 37

Education et enseignement

Chacun est libre d'enseigner en se conformant aux lois sur cette matière.



2e lecture; amendements aux propositions de la commission de rédaction

Amendement 2 Bovet D. Ghiringhelli

Al. 1 : modification du texte

Education et enseignement

¹ ~~Chaque enfant a~~ Le droit à un enseignement de base suffisant et, ~~dans les écoles publiques;~~ gratuit est garanti.

Amendement 2 Groupe Libéral Amstein

Intitulé : modification; al. 2 et 3 : suppression

Education et Droit à un enseignement de base

Chaque enfant a droit à un enseignement de base suffisant et, dans les écoles publiques, gratuit.

² ~~Il a droit à une éducation et ...~~

³ ~~La liberté de choix ...~~

Amendement conditionnel 2 Groupe Libéral Amstein

Al. 3 : s'il n'est pas supprimé, modification du texte

Education et Droit à un enseignement de base

³ ~~La liberté de choix de l'~~ Le droit à un enseignement privé est reconnu.

Article 38

Amendement 2 Farron

Modification du texte

Aide à la formation initiale

Toute personne dépourvue des ressources personnelles ou familiales nécessaires à ~~sa~~ une formation initiale professionnelle de base reconnue a droit à une aide de l'Etat.

Amendement 2 Nordmann R.

Intitulé et art. : suppression du terme "initiale"

Aide à la formation ~~initiale~~

Toute personne dépourvue des ressources personnelles ou familiales nécessaires à sa formation ~~initiale~~ a droit à une aide de l'Etat.

Amendement 2 Groupe Libéral Labouchère

Suppression de l'article

Aide à la formation ~~initiale~~



2e lecture; amendements aux propositions de la commission de rédaction

Article 39

Amendement 2 Groupe Libéral 'Conod

Suppression de l'art.

Aide aux victimes

Article 40

Amendement 2 Groupe Vie associative Baehler Bech

Réintroduire l'art. 3.31 avant l'art. 40, comme art. 39 bis

Droits associatifs

Les associations et fondations reconnues par la loi ont qualité pour recourir dans un but d'intérêt public.

Motion d'ordre 2 Groupe Radical Buhlmann G.

Lettre b : reprise du texte voté en première lecture

Champ d'application des droits fondamentaux

Dans la mesure où ils s'y prêtent, les droits fondamentaux peuvent aussi être invoqués :

- a) entre particuliers;
- b) par les personnes morales conformément à leurs buts statutaires.

Amendement 2 Nordmann P.

Lettre b : modification

Champ d'application des droits fondamentaux

Dans la mesure où ils s'y prêtent, les droits fondamentaux peuvent aussi être invoqués :

- a) entre particuliers;
- b) par les ~~associations~~ personnes morales conformément à leurs buts statutaires idéal, lorsqu'elles s'en prennent à une norme abstraite.

Amendement 2 Groupe Libéral Hald

Suppression de l'art.

Champ d'application des droits fondamentaux

Amendement conditionnel 2 Groupe Libéral Haldy

Si la suppression n'est pas acceptée, nouveau texte

Champ d'application des droits fondamentaux

Les autorités veillent à ce que les droits fondamentaux, dans la mesure où ils s'y prêtent, soient aussi réalisés dans les relations qui lient les particuliers entre eux.



2e lecture; amendements aux propositions de la commission de rédaction

Article 42

Motion d'ordre 2 Groupe Verts Morel N.

Ne pas inclure les art. 42 et ss. de l'ordre du jour : Le rapport de la com. de rédaction sur les tâches de l'Etat n'étant parvenu que le 14.11.2001 aux constituants, et un certain nombre de groupes politiques se réunissant avant le mercredi pour discuter du contenu de la plénière suivante, nous demandons que l'ordre du jour n'inclue pas les art. 42 et ss.

Service public et délégation de compétences

Article 43

Amendement 2 Groupe Radical Luisier

Suppression de l'article

Information du public

Article 44

Amendement 2 Groupe Radical Luisier

Suppression de l'art.

Justice

Article 45

Amendement 2 Groupe Libéral Reymond

Al. 1 : modification

Médiation privée et administrative

~~¹ L'Etat soutient le développement et l'utilisation des services de médiation privée destinée à régler les différends en dehors de procédures administratives et judiciaires.~~

² Il institue un service de médiation administrative indépendant. La personne responsable est élue par le Grand Conseil.

Article 46

Amendement 2 Groupe Libéral Hald

Nouvelle formulation de l'art., notamment par une inversion des alinéas

Sécurité et police

¹ L'Etat et les communes assurent l'ordre public ainsi que la sécurité des personnes et des biens.

² Ils détiennent le monopole de la force publique.
